



**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE**

Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire

Direction RSE

Service Achats

8 bd du roi René - BP 60626

49006 Angers

Tél: 02.41.20.49.00

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



MARCHE N°2025RTPN2081

MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES MENUISERIES DE L'ETABLISSEMENT DE FORMATION DU SAUMUROIS (EFS) DE LA CCI DE MAINE ET LOIRE A SAUMUR



**Procédure adaptée
selon les dispositions de l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique**



Dénomination et adresse de l'Etablissement Public qui passe le marché:
CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de Maine et Loire

Identification du Pouvoir adjudicateur :
Monsieur le Président de la CCI de Maine et Loire

Comptable assignataire :
Monsieur le Trésorier de la CCI

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Table des matières

1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1	Description de l'opération.....	4
1.2	Contexte	4
1.3	Compétences requises	5
1.4	Moyens informatiques	5
1.5	Législation applicable	5
2.	OBLIGATIONS DE RESULTATS	6
2.1	Performance thermique	6
2.2	Performance acoustique	6
2.3	Performance d'éclairage	6
3.	AUTRES INTERVENANTS	6
3.1	Maîtrise d'ouvrage	6
3.2	Assistance à maîtrise d'ouvrage	7
3.3	Contrôle technique (CT)	7
3.4	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS)	7
3.5	Autres	8
4.	MISSIONS (MOP SUIVANT CCP)	8
4.1	Études de diagnostic (DIAG)	8
4.2	Avant-projet sommaire (APS)	9
	des documents graphiques comprenant.....	9
4.3	Avant-projet définitif (APD)	9
4.3.1	Documents graphiques.....	10
4.3.2	Autorisations administratives.....	11
4.4	Études de projet (PRO)	11
4.4.1	Les documents généraux.....	11
4.4.2	Les documents par lots.....	12
4.5	Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	13
4.5.1	Dossier de consultation des entreprises (DCE)	13
4.5.2	Critères de sélection des candidats.....	14
4.5.3	Phase de consultation	14
4.5.4	Ouverture des plis, analyse des candidatures, des offres et choix de l'entreprise	15
4.5.5	Appel d'offres infructueux.....	16
4.5.6	Mise au point des marchés.....	16
4.6	VISA et SYNTHESE	16
4.7	Direction de l'exécution des travaux (DET)	17
4.7.1	Période de préparation	18
4.7.2	Gestion des déchets	18
4.7.3	Présence du MOE sur le chantier	18

4.7.4	Réunions avec la MOA.....	19
4.7.5	Précisions relatives à la gestion des ordres de service (OS)	19
4.7.6	Conséquences financières des éventuels travaux modificatifs ou supplémentaires	19
4.7.7	Sous-traitants et travail dissimulé.....	20
4.7.8	Choix des échantillons et des coloris.....	20
4.8	Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception des Travaux (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement (GPA)	20
4.8.1	Assistance lors des opérations de réceptions (AOR)	21
4.8.2	Au titre des opérations préalables à la réception (OPR)	21
4.8.3	Prestations relatives à la période de garantie de parfait achèvement (GPA)	22
4.8.4	Dossier des ouvrages exécutés (DOE) et plans de synthèse mis à jour	24
ANNEXES		
5.	Annexe.....	26

Abréviations utilisées

BPU : bordereau de prix unitaires

CCAG-PI : cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles

CSPS : coordonnateur sécurité et protection de la sante

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

CR : compte-rendu

CT : contrôleur technique

DPGF : décomposition du prix global et forfaitaire

DQE : Devis Quantitatif Estimatif

MOA : maitrise d'ouvrage

AMO : Assistance à maîtrise d'ouvrage

MOE : maitrise d'œuvre

OPC : ordonnancement, pilotage, coordination

OS : ordre de service

PSE : prestations supplémentaires éventuelles

PV : procès-verbal

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent CCTP a pour objet de préciser le contenu des éléments de mission dus par le MOE au titre du marché. Seront notamment incluses les prestations suivantes décrites par le Code de la commande publique :

DIAG, AVS, APD, PC/DP, PRO, DCE, ACT, OPC, DET, AOR avec suivi de la GPA (garantie de parfait achèvement), SCAN 3D.

1.1 Description de l'opération

La présente consultation a pour objet la maîtrise d'œuvre des travaux visant au changement des menuiseries de l'établissement de formation du Saumurois.

L'opération se déroule en site occupé.

L'enveloppe financière prévisionnelle initiale affectée aux travaux s'élève à 1 600 000 € TTC

La durée prévisionnelle d'exécution du marché est fixée à 8 mois, plus 12 mois pour la garantie de parfait achèvement, soit 20 mois.

1.2 Contexte :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire est engagée dans une profonde adaptation de son patrimoine immobilier.

Le projet de changement des menuiseries du bâtiment va intervenir pour répondre aux besoins croissants de nos apprentis et du personnel de la Chambre de Commerce et d'industrie de Maine et Loire.

Nous investissons dans le changement de l'ensemble des menuiseries du bâtiment afin d'améliorer le confort d'été et d'hiver des occupants.

1.3 Compétences requises

Les candidats préciseront bien, en cas de groupements, les missions et compétences de chacun, ainsi que la personne physique ou morale désignée comme mandataire. Pour chaque élément de mission, il devra être indiqué dans le DPGF joint le pourcentage qui sera réalisé par chacun des cotraitants.

Il est demandé que l'équipe de MOE comprenne à minima des bureaux d'étude avec, notamment, des compétences en :

- Architecture, notamment pour les autorisations d'urbanisme.
- Thermique
- Structure
- Economie de la construction / OPC
- Gestion des éventuelles problématiques amiante

1.4 Moyens informatiques

Le MOE fournira l'ensemble de ses documents graphiques au standard Autocad (dwg et dxf) sous Windows ou autre standard rigoureusement compatible.

1.5 Législation applicable

Le CCAG-MOE (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre) en vigueur s'applique, sauf dérogations explicitées dans les différentes pièces du présent marché.

La mission comprend aussi l'ensemble des tâches non contraires au présent marché que le CCAG travaux impute à la maîtrise d'œuvre.

Autres textes applicables (liste non exhaustive) sous réserve qu'ils n'aient été abrogés (auxquels cas CCTP de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de remplacement des menuiseries de l'EFS à SAUMUR

ce sont les textes substitutifs qui s'appliquent) :

- Codification aux articles L. 2410-1 à L. 2432-2 du Code de la commande publique entraînant l'abrogation des dispositions originelles prévues par la loi n° 85.704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et le décret 93/1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. ;
- le décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du Code de la commande publique et divers arrêtés du 22 mars 2019 ;
- le décret n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique ;
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Plus généralement, le MOE supporte les obligations de conseil relevant de sa compétence dans le cadre de l'opération, notamment le respect des droits des tiers.

C'est pourquoi, à tout moment, le MOE devra pouvoir transmettre, sur demande de la MOA, les références réglementaires sur lesquelles s'appuient ses décisions techniques.

2. OBLIGATIONS DE RESULTATS

La présente prestation de MOE induit des obligations de résultats.

La MOE devra reprendre l'ensemble des études liées aux demandes d'autorisations de travaux et/ou demande d'autorisation d'urbanisme jusqu'à délivrance de l'arrêté des services instructeurs de la ville.

Les études devront conduire à ce que les travaux exécutés par les entreprises répondent à des objectifs quantifiés.

La non-atteinte de ces objectifs constituera une faute de la MOE, sauf s'il est établi que la ou les entreprises exécutantes n'ont pas suivi les plans et recommandations de la MOE.

Les DCE à l'intention des entreprises de travaux devront être rédigés de sorte que les titulaires des marchés aient eux aussi une obligation de résultats, c.à.d. l'atteinte des performances définies dans les études de conception.

2.1 Performance thermique

Le permis de construire devra respecter la réglementation thermique en vigueur à la date du premier dépôt.

De façon générale, le MOE devra vérifier l'atteinte des objectifs de performance tout au long de la procédure de définition et de réalisation de l'opération.

L'objectif est de parvenir à un document permettant aux candidats à l'appel d'offres de comprendre parfaitement les attentes de la MOA et de proposer des solutions conceptuelles précises permettant le bon déroulement du processus.

2.2 Performance acoustique

Il devra être indiqué dans l'offre les méthodes de vérification des performances à chaque étape de la conception. Ces performances concernent l'isolation vis-à-vis de l'extérieur

Pour mémoire, il est rappelé notamment l'article R. 4431-2 du Code du Travail.

3. AUTRES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'ouvrage

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire sera représentée tout au long de l'opération par les collaborateurs du service Immobilier, Moyens Généraux et Sécurité intégré à la Direction Financière et Immobilière.

3.2 Contrôle technique (CT)

A ce stade, il est envisagé de confier au CT les missions suivantes :

- L : solidité (résistance et durabilité) des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- LE : solidité des existants ;

Le MOE donnera par écrit son avis sur la nature des missions qu'il estime souhaitable d'attribuer au CT. Dès recrutements du CT, son nom sera communiqué au MOE.

Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du CT que le MOA lui a notifié, afin d'obtenir une validation du CT sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réception de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marches de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le MOE. Cette rémunération est négociée avec le MOA et un avenant est établi, le cas échéant.

3.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS)

La mission de CSPS sera attribuée ultérieurement.

Le MOE donnera par écrit son avis sur la nature des missions qu'il estime souhaitable d'attribuer au CSPS.

Dès recrutements, le nom du CSPS sera alors communiqué au MOE.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du CSPS. Le MOE doit continuer de mettre en œuvre les principes généraux de prévention, notamment définis aux a, b, c, e, f et h du II de l'article L. 230-2 du Code du travail.

Le MOE respectera les modalités pratiques de coopération entre le CSPS et les intervenants, définies par la MOA. Tout différend entre le MOE et le CSPS est soumis à la MOA. De façon générale, le MOE informe le CSPS de toutes les réunions (de conception et de réalisation) qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

En phase de conception, le MOE est tenu :

- d'adresser au CSPS, simultanément, un exemplaire des documents d'études remis au MOA ;
- de prendre en compte les recommandations du CSPS et de la CRAM ;

En cas de difficulté, pour mettre en œuvre ces recommandations ou observations, le MOE doit exposer dans un rapport adresse au MOA :

- les recommandations ou observations concernées ;
 - les difficultés d'ordre architectural, technique, économique ou de délai engendré par la mise en œuvre de ces recommandations ou observations ;
 - les solutions alternatives proposées.
- d'établir, à chaque stade de la conception, le descriptif (plans et spécifications écrites) des solutions techniques à mettre en œuvre, à la demande du CSPS, en vue des interventions ultérieures à la réception ;

- d'arrêter, en liaison avec le CSPS, au plus tard au stade des études de projet, les mesures d'organisation générale du chantier qui seront jointes, sous forme de notice, sur le plan général de coordination (PGC) puis au DCE ;
- de définir dans le marché principal ou dans un marché spécifique de travaux, les mesures à mettre en œuvre préalablement à l'intervention des entreprises ;
- d'intégrer l'avis du CSPS dans le rapport d'analyse des offres.

En phase de réalisation, le MOE est tenu :

- d'adresser aux entrepreneurs, par OS, les injonctions ad hoc, sur demande du CSPS. En cas de difficulté ou de conséquence sur les contrats de travaux, le MOE en informe immédiatement la MOA ;
- de viser toutes les observations consignées par le CSPS dans le registre-journal de coordination (RJC) et y répondre en tant que de besoin. Dans le cas où le MOE entend formuler des remarques, il doit le faire dans un délai maximal d'une semaine et en faire parvenir une copie au MOA ;
- de prendre en compte les observations du CSPS formulées au cours ou à l'issue des réunions de chantiers pour autant que ces remarques relèvent du domaine de compétence du MOE ;
- d'extraire du DOE et d'adresser au CSPS les documents destinés à compléter le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), ainsi que tout autre document ou information nécessaire au bon déroulement de la mission de CSPS.

4. MISSIONS DE BASE (MOP SUIVANT CCP)

(CCP = Code de la Commande Publique)

Toutes les mesures fournies par la MOA sur des plans sont données à titre indicatif. Le MOE se doit de réaliser un relevé précis et complet de l'existant.

Par ailleurs, il est précisé qu'à chacune des phases décrites ci-dessous, la MOA se réserve le droit d'imposer au MOE ses propres modèles de documents : rapports d'analyses d'offres, états d'acompte, décompte général définitif, compte-rendu de chantier...

4.1 Études de diagnostic (DIAG) et relevé du bâtiment (REL)

Les diagnostics suivants ont déjà été réalisés par la MOA : audit énergétique, vérifications réglementaires périodiques.

La MOE est évidemment libre de préconiser des diagnostics complémentaires.

4.2 Avant-projet sommaire (APS)

Les études d'APS ont pour objet de :

- proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi que les performances visées ;
- indiquer les durées prévisionnelles de réalisation, ainsi que les contraintes de chantier ;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des éléments recueillis lors de l'analyse du bâtiment et du dossier remis par la MOA.

L'APS comprend au moins :

Une note de présentation contenant les éléments suivants :

- la liste des précisions à apporter au programme,
- les principales dispositions techniques proposées et détaillées comme suit :
 - les systèmes énergétiques,
 - les performances techniques à atteindre

- les matériaux utilisés ;
 - les justifications de ces choix sur le confort, l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage ;
 - les performances techniques proposées et la qualité énergétique attendue.
 - l'Etablissement de toutes notes et études pour obtenir les autorisations administratives, qui s'avèreraient nécessaires en fonction des réglementations en vigueur
 - l'estimation provisoire du cout prévisionnel des travaux
 - un calendrier provisoire de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles,
- des documents graphiques comprenant :
- un plan des niveaux et des façades concernés, au 1/100^{ème},

4.3 Avant-projet définitif (APD)

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- article 2-I de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique
- article 28 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993
- arrêté du 21 décembre 1993 : § 2. b) de l'annexe II (qui développe l'article 13-II. Du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993) + annexe IV (qui développe les articles 16 et 26 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993) ;
- En application du nouveau texte, l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par la MOA et qui ont pour objet de :

- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- définir les matériaux ;
- justifier les solutions techniques retenues (ainsi que les performances visées), notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- permettre à la MOA d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- établir l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés.

L'APD comprend au moins :

Cahier explicatif

Il doit contenir les éléments suivants :

- la réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APS ;
- la liste des adaptations apportées par l'APD, tant en termes de fonctionnement et de surfaces, que qualitatives ;
- les dispositions réglementaires contraignant le projet et les modalités de leur adaptation ;
- la description des choix techniques proposés pour la structure, fondations et clos-couvert accompagnés des notes de calcul de prédimensionnement ;

sont accompagnées :

- du niveau qualitatif des équipements et des matériaux envisagés,
- des fiches par local précisant leurs équipements et finitions,
- une notice d'accessibilité si les travaux impactent les déplacements des personnes souffrant d'un handicap ;

- une note relative à l'exploitation et à la maintenance ;
- la fixation du « cout prévisionnel définitif » (CP) des travaux par corps d'état ;
- le phasage détaille des travaux compte tenu des éléments extérieurs au projet, sous forme d'un « calendrier prévisionnel d'exécution des travaux » ;
- une proposition de décomposition en lots.

4.3.1 Documents graphiques

Sont inclus :

- l'ensemble des plans de niveau et de façades au 1/100^{ème},
- les détails importants au 1/50^{ème}.

4.3.2 Autorisations administratives

Rappel : Article 31.3 de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et, le cas échéant, nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

La réalisation et la gestion des dossiers en vue des autorisations administratives sera à la charge du MOE : permis de construire ou de démolir, autorisations de travaux dans un ERP, déclaration préalable...

Le dossier comprend les éléments graphiques et écrits nécessaires au dépôt de la demande et en nombre suffisant. Selon le cas, le dossier comporte également la notice de sécurité incendie, la notice d'accessibilité et tous autres documents nécessaires à la consultation des services ou autorités habilités à formuler un avis et/ou donner une autorisation sur l'opération.

Il assure également l'assistance de la MOA auprès des administrations ou services pouvant être consultés pour ces autorisations. (ABF, SDIS, service instructeur...)

Le titulaire participe aux réunions préalables qui peuvent être nécessaires au dépôt de ces demandes d'autorisations, afin d'éviter tout refus de la part de ces administrations ou services.

Si nécessaire, le MOE devra reprendre à ses frais, tout ou partie de ses notes ou études jusqu'à obtention des avis favorables et/ou autorisations de la part des autorités compétentes.

4.4 **Études de projet (PRO)**

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- D. 2171-10 du Code de la commande publique ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les études de Projet définissent la conception générale de l'ouvrage permettant la consultation des entreprises. Elles comprennent au moins :

4.4.1 Les documents généraux

1 – Les documents écrits :

- la réponse faite aux observations formulées lors de l'approbation de l'APD ;
- la liste des adaptations apportées à l'APD par le Projet ;
- des fiches par local détaillant leurs équipements et finitions ;
- la décomposition par corps d'état, sur la base des avant-mètres, du cout prévisionnel définitif des travaux établis lors de l'APD ;
- les éléments affines nécessaires à la MOA pour estimer les couts d'exploitation et de maintenance

relatifs à l'entretien des ouvrages.

- le délai global de réalisation de l'ouvrage. Au stade de la mission PRO, la gestion des délais consiste à détailler, lot par lot, le calendrier prévisionnel d'exécution (CPE) des travaux présente à l'APD (en s'appuyant sur les travaux de l'OPC qui doit produire le calendrier prévisionnel détaillé).

2 – Les documents graphiques généraux :

Pour les lots techniques, les plans généraux, les plans d'organisation spatiale des ouvrages et les plans de détails définissent sans ambiguïté l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;

Les documents graphiques comprennent :

- un plan de masse et de situation (échelle adaptée au projet),
- des plans de détail des éléments spécifiques du projet nécessaires à sa compréhension et au chiffrage des entreprises. Le MOE doit le prédimensionnement de toutes les installations techniques, tant en matière de performances à atteindre que d'encombrement.

4.4.2 Les documents par lots

Les documents remis par le titulaire pour chaque lot, complètent les documents généraux.

Ils comprennent d'une part :

- un descriptif détaillé des caractéristiques des ouvrages et leur localisation,
- les notes de calcul de pré dimensionnement de tous les ouvrages et équipements
- les documents qui couvrent l'ensemble des pièces définies ci-après par domaines (la liste ne peut être exhaustive et ne sert que de rappel partiel) :

4.5 Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- Articles R. 2432-2 à R. 2432-4 du Code de la commande publique ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

L'assistance pour la passation du/des contrat(s) de travaux se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats.

Dans le cadre de l'exécution de cet élément de mission, le titulaire apporte une attention particulière au strict respect des règles en matière de commande publique.

Des clauses d'insertion sociale et environnementales devront obligatoirement être insérées dans les marches de travaux.

Cet élément de mission comprend au moins :

4.5.1 Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Sous la responsabilité de la MOA, le titulaire participe à l'élaboration et à la cohérence du projet de Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué des pièces administratives et techniques.

La reproduction éventuelle des DCE est à la charge de la MOA.

Remarques générales sur les DCE :

- il devra y être stipulé, comme le prévoit l'article 44.2 du CCAG-Travaux, les éventuelles garanties particulières (biennale, par exemple) s'appliquant à certains ouvrages et équipements ;
- il devra y être défini sans ambiguïté, dans chaque CCTP, la liste des documents et prestations dus par chaque entrepreneur après exécution des travaux : notices techniques descriptives, notices de

fonctionnement, notices d'entretien, plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, plans de récolement, PV de classement ou labels, garantie du constructeur, démonstrations, formation...

1 – Pièces techniques

Les pièces techniques sont élaborées par le titulaire. Elles comprennent :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les cadres de décompositions du prix global forfaitaire (DPGF) définis pour chaque lot. Une cohérence totale est exigée entre le DPGF et le CCTP d'un même lot. A cet effet, les repérages des articles de ces deux documents utiliseront une logique commune. Le MOE devra réaliser un mètre complet : chaque ligne d'un DPGF mentionnera une quantité prévisionnelle associée à une grandeur physique ;
- les cadres de bordereaux de prix unitaires (BPU) et les devis quantitatifs estimatifs (DQE) associés,
- le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution (CPDE) des travaux par lot ou corps d'état, réalisé par l'OPC en lien avec le MOE
- les pièces graphiques constituées des plans généraux et des plans propres à chacun des lots. Le degré de précision des plans du DCE sera comparable à celui attendu pour les plans des entreprises : plans d'exécution ou plans d'atelier et de chantier (PAC). Tous les détails de conception qui peuvent être déjà arrêtés avant même que soient connus les moyens et les techniques des entreprises retenues doivent être définis, dans le DCE, par des plans de spécification associés à des plans de repérage. Cependant, les plans du DCE ne devront pas limiter l'entreprise dans son organisation et dans sa connaissance des règles de l'art concernant les techniques de fabrication et de montage, lors de la réalisation de ses plans PAC notamment.

A titre de prévisions financières, pour chaque lot, le MOE remplira, avant le lancement de l'appel d'offres, toutes les données financières des CDPGF, BPU ou DQE.

Pour mémoire, des clauses d'insertion sociales doivent obligatoirement être intégrées aux DCE en vue de la passation des marchés de travaux.

2 – Pièces administratives

Les pièces administratives du DCE sont rédigées par la MOA et sont soumises pour avis, compléments et cohérences au titulaire : RC (règlement de consultation), AE (acte d'engagement), CCAP (cahier des clauses administratives particulières) ...

L'assistance du MOE est notamment sollicitée pour les paragraphes de ces documents qui concernent :

- les critères de choix des entreprises (niveaux de qualification, références...) ;
- les pénalités et index de révision ;
- les autorisations de variantes (et, le cas échéant, la définition des spécifications intangibles dans les cahiers des charge) ;
- les tranches optionnelles ou PSE : sur proposition du MOE, la MOA décide de leur opportunité.

4.5.2 Critères de sélection des candidats

En relation avec la MOA, le titulaire propose à la MOA les critères de sélection, les niveaux de références, de qualifications ou de compétence ainsi que, par exemple, l'effectif minimal que doivent avoir les candidats. Il doit aussi établir la liste des documents qu'il souhaite voir remis à l'appui des offres ou candidatures.

4.5.3 Phase de consultation

Durant la consultation, et afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence :

- toutes les questions des entrepreneurs ne peuvent être faite que par écrit et qu'à la MOA (Il est

rappelé que le MOE ne doit pas prendre contact avec les entreprises pendant la procédure de consultation).

- aucune modification ne peut être apportée au DCE sans l'accord de la MOA,
- pour toute question technique, le titulaire répond sous cinq (6) jours ouvrés maximum, par écrit, à toutes les sollicitations écrites de la MOA. Dans le cadre de la consultation en ligne (PLACE), il est rappelé qu'aucune réponse ne peut plus être apportée moins de sept (6) jours avant la date limite de remise des offres (DLRO).

4.5.4 Ouverture des plis, analyse des candidatures, des offres et choix de l'entreprise

Les candidatures seront numérotées par ordre d'enregistrement administratif

Le titulaire assiste aux différentes réunions de la commission d'appel d'offres (ou équivalent).

Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de la candidature ou de l'offre.

Analyse des candidatures

L'analyse des candidatures **en collaboration avec la MOA** comprend notamment :

- l'Etablissement du rapport d'analyse comprenant une proposition de classement des candidats permettant au MOA de retenir 3 candidats ;

Analyse des offres

L'analyse des offres **en collaboration avec la MOA**, comprend notamment :

- la vérification de la conformité des offres au dossier de consultation ;
- l'analyse comparative et détaillée, point par point, des réponses en matière de solutions techniques (qualité des prestations et équipements proposés eu égard aux exigences du CCTP et, le cas échéant, des additifs au CCTP...) ; il devra être porté une attention particulière aux points dont la définition technique a été laissée aux entreprises,
- la comparaison des différentes offres avec le coût prévisionnel en faisant apparaître les sous-détails de prix des travaux ;
- le contrôle et l'analyse des variantes ou options qui sont remises par les entrepreneurs, si les stipulations du règlement de consultation l'autorisent ;
- la vérification que les offres de prix (notamment indiquées dans les DPGF, les DQE, les BPU, les actes d'engagement ou formulaires ATTR11) ne comportent pas d'omission ou d'erreur normalement décelables par un homme de l'art et que les différentes pièces sont cohérentes entre elles ;
- l'identification des prix anormalement bas tant pour ce qui concerne le prix global et forfaitaire que pour les prix d'unités (les hétérogénéités de chiffrage devront également être signalées) ;
- l'identification des offres susceptibles de faire l'objet d'une demande de précision ;
- l'Etablissement du rapport d'analyse des offres, comprenant au minimum les informations suivantes :
 - le rappel des critères de jugement de l'offre
 - une synthèse sous forme de tableaux à colonnes, récapitulant, pour toutes les configurations associées à chaque offre (c'est-à-dire la solution de base avec ou sans les PSE, les tranches optionnelles ou les variantes), le nombre de points que le MOE souhaite attribuer aux candidats pour chacun des critères. Chaque note sera

Associée dans le tableau à une case dédiée à un commentaire.

- l'Etablissement, pour chaque lot, d'un classement avec une appréciation qualitative (par soumissionnaire) et la préconisation d'une offre éventuellement susceptible d'être retenue, au regard des critères de jugement, en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, ou PSE à retenir). Les offres non conformes au DCE devront être signalées de façon distincte.

- la relance éventuelle de la consultation sous une forme appropriée pour les lots qui n'ont pas fait l'objet d'une réelle concurrence (infructuosité notamment). Les nouvelles offres reçues seront analysées selon un processus identique à celui décrit dans le présent chapitre.
- l'organisation de négociations (si les marches de travaux prévoient un tel dispositif), avec rédaction de PV recapitulant les échanges avec les candidats. Il sera alors réalisé, après négociation, un second rapport d'analyses.

Les commentaires devront être explicites. Par ailleurs, chaque note (et son commentaire associé) doit être accompagnée d'une explication justificative qui recapitule les faits objectifs conduisant à la note et au commentaire.

Pour ce qui concerne l'acte d'engagement, il pourra être fait appel, par la MOA, à un formulaire du type ATTR11 ou équivalent.

4.5.5 Appel d'offres infructueux

En cas de dépassement par rapport à l'engagement financier du titulaire (pris au stade de l'APD), et avant que la MOA ne déclare l'appel d'offres (partiellement ou totalement) infructueux, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel définitif des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le titulaire doit modifier le DCE et assister la MOA pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

En particulier, le MOE devra intégrer les devis reçus par la MOA, dans le cadre de la procédure simplifiée de remise en concurrence, à son analyse globale des offres, tous lots confondus.

4.5.6 Mise au point des marchés

Le MOE prévoira, pour assister la MOA, a minima la participation à la mise au point avec chacune des entreprises retenues.

La prestation de mise au point des marchés comprend :

- la proposition au MOA des amendements nécessaires pour permettre la signature des marchés dans des conditions de clarté optimales ;
- l'Etablissement du rapport détaillant les amendements apportés aux pièces des marchés (y compris les pièces administratives) au titre de la mise au point.

4.6 **VISA et SYNTHÈSE**

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- L'article L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- l'article 7 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- § 5bis de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 (qui développe les articles 8 et 15 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993) ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Calendrier d'établissement des documents d'exécution par les entreprises

Le plus en amont possible, le MOE participe à l'Etablissement du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié via OS.

Mission VISA

Le MOE devra produire un document de VISA séparé (fiche) pour chaque plan distinct produit par

une entreprise. Le MOE transmettra systématiquement au MOA une copie de chacun de ses avis revêtus des éventuelles réserves.

Réalisation des plans de synthèse

La mission « synthèse » est confiée au MOE. Elle a, notamment, pour objet d'assurer pendant la phase d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduit par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Ces plans doivent prendre en compte toutes les informations nécessaires à la coordination spatiale et technique de chaque élément avec l'ensemble des contraintes techniques.

4.7 Direction de l'exécution des travaux (DET)

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- L'article R. 2431-16 du Code de la commande publique ;
- § 6) de l'annexe II de l'arrête du 21 décembre 1993 (qui développe l'article 9 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993) ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

A ce titre, le titulaire doit donc :

- s'assurer que les documents d'exécution (plans d'atelier et de chantier, caractéristiques techniques des équipements, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- informer systématiquement la MOA sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ;
 - vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentes par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général (le MOE suivra les modèles éventuellement proposés par la MOA pour ces documents financiers et y fera notamment figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte mensuel ou final présente par les entrepreneurs) ;
 - donner un avis à la MOA sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs en cours d'exécution des travaux (par exemple, à l'encontre des OS) et sur le décompte général, assister la MOA en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

Le MOE est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur unique des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des

marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable de la MOA.

De façon générale, il doit exécuter toutes les tâches techniques et administratives mises à la charge du MOE par le CCAG-Travaux, le CCAP et le CCTP du présent marché ainsi que les CCAP et les CCTP des marchés de travaux.

En complément des stipulations du CCAG-Travaux, il devra également être effectuée les tâches suivantes :

- établir les projets d'avenants aux marchés de travaux accompagnés des justificatifs nécessaires ;
- informer systématiquement la MOA sur l'état d'avancement et le respect du calendrier détaillé d'exécution : constatations des éventuels retards et avis sur les tendances prévisibles. Il sera établi concomitamment un bilan de l'opération en matière de respect des coûts.
- Se coordonner avec les autres prestataires intellectuels, dans le cadre des missions qui leur sont respectivement attribuées.

4.7.1 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation de chacun des marchés de travaux, ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période, des documents exigés par ces marchés, sont fixées dans le CCAP et/ou le CCTP des marchés de travaux.

4.7.2 Gestion des déchets

En ce qui concerne la gestion des déchets de chantier :

- pendant la période de préparation de chantier, le titulaire s'assure, en concertation avec le CSPS et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets,
- il veille à la mise en œuvre de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- il veille au maintien de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets,
- il assure le suivi de la mise en œuvre des dispositions prévues aux Schémas d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED), documents rédigés par les entreprises détaillant l'élimination des déchets sur le chantier,
- il collecte l'ensemble des documents liés au contrôle, au suivi et à la traçabilité des déchets de chantier (dont les BSD, bordereaux de suivi des déchets).

4.7.3 Présence du MOE sur le chantier

Pour exercer la DET, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement.

Au moins un rendez-vous de chantier **hebdomadaire** est organisé par le MOE en accord avec la MOA qui peut y être représentée.

Le MOE organise aussi en dehors des réunions de chantier, autant que de besoin, des réunions spéciales avec tous les intervenants spécifiquement concernés. Il en informe la MOA qui pourra y assister.

Ces réunions sont, par exemple, destinées à :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées,
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

La présence du MOE est, en particulier, requise aux moments-clés de la réalisation :

- réalisation d'éléments de construction dont la conception impose une mise en œuvre délicate ou des contrôles réguliers sur de longues périodes ;
- risques particuliers de sinistralité des ouvrages en cours de construction ;

- risques particuliers de sinistralité d'ouvrages existants, susceptibles de résulter des travaux en cours ;
- risques particuliers pour les personnes physiques susceptibles de résulter des travaux en cours. Ces situations seront définies initialement avec les entreprises, pendant la phase de préparation du chantier.

D'autres situations pourront ensuite être identifiées lors des réunions de chantier.

Les rendez-vous de chantier, les réunions spéciales précitées ainsi que les visites font l'objet d'un CR établi par le MOE dans un délai n'excédant pas deux (2) jours ouvrables. A réception des CR, la MOA disposera d'un délai de deux (2) jours ouvrables pour faire ajouter ou modifier des parties. Au-delà de ce délai, les CR seront considérés comme valides et seront diffusés par le MOE à tous les intervenants de l'opération (entreprises, MOA, CT, CSPS, OPC, etc.).

4.7.4 Réunions avec la MOA

Le titulaire participe à toutes les réunions organisées par la MOA pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés.

Les autres intervenants hormis les entreprises (OPC, conducteur d'opération, contrôleur technique, coordonnateur SPS, etc.) peuvent être conviés par la MOA à ces réunions.

La MOA anime la réunion, le MOE établit et diffuse le CR.

4.7.5 Précisions relatives à la gestion des ordres de service (OS)

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, le MOE est chargé d'émettre tous les OS à destination des entrepreneurs. Il utilisera un modèle d'OS valide par la MOA (s'inspirant par exemple du modèle EXE 1T).

Les OS doivent être adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur ; l'entrepreneur contresigne et retourne au MOE un exemplaire complet par la date de réception ; le MOE en transmet une copie à la MOA.

Cependant, le MOE ne peut, en aucun cas, notifier, sans décision préalable écrite prise par la MOA, des OS concernant :

- la date de commencement des travaux ;
- le passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- une décision ayant une incidence financière, et de façon générale, tout prix nouveau pour des ouvrages ou travaux non prévus (en dérogation à l'article 12.4 du CCAG-Travaux) ;
- la modification de la masse des travaux, susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- l'interruption ou l'ajournement des travaux ;

Les OS dont l'émission est subordonnée à une décision préalable de la MOA devront être notifiées à l'entrepreneur dans un délai de cinq (5) jours calendaires comptés à partir de la date de réception par le MOE de la décision de la MOA.

4.7.6 Conséquences financières des éventuels travaux modificatifs ou supplémentaires

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value, qu'elles soient établies pour donner suite à une demande du titulaire, de la MOA ou des entrepreneurs.

Définition

Les travaux modificatifs sont classés par la MOA sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par la MOA ou s'imposant à lui à la suite d'une modification de réglementation.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le cout total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission, ce qui peut donner lieu à une modification de rémunération du MOE.

- **Catégorie 2** : modifications dans la consistance du projet demandées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications (de catégorie 2) ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

Modalités d'acceptation

Chaque évolution envisagée doit faire l'objet d'une « fiche de travaux modificatifs » (FTM), en lien avec l'article 12 du CCAG-Travaux.

Ces FTM devront, pour être validée par la MOA, faire l'objet d'une justification écrite et être rédigées par le MOE selon un modèle fourni par la MOA. Le MOE y indiquera son estimation aux conditions économiques du mois concerne.

Dans le cas où le cout des travaux modificatifs, chiffre par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par la MOA.

In fine, la décision de la MOA sera portée sur la FTM finale rédigée par le MOE.

4.7.7 Sous-traitants et travail dissimulé

Le titulaire est associé à l'acceptation des sous-traitants : il donne un avis à la MOA sur le contenu des éventuels actes spéciaux de déclaration de sous-traitants proposes par les entrepreneurs à l'agrément du MOA.

Il s'oblige en outre à signaler à la MOA tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclare par l'entreprise.

Enfin, il participe au contrôle du registre du personnel (prévu à l'article 31.5 du CCAG-Travaux et que chaque entreprise titulaire ou sous-traitante doit mettre à disposition du MOE sur le chantier) et informer la MOA en cas d'infraction a cette disposition réglementaire.

4.7.8 Choix des échantillons et des coloris

Pendant la phase d'exécution des travaux, le MOE assiste la MOA lors du choix des échantillons de matériaux ou d'équipements. Il s'assure notamment que ces échantillons sont conformes aux spécifications des marches de travaux.

4.8 Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception des Travaux (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement (GPA)

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- Article D. 2171-14 du Code de la commande publique ;
- article 7 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique ;
- § 8) de l'annexe II de l'arrête du 21 décembre 1993 (qui développe l'article 11 du décret n°93-1268du 29 novembre 1993) ;
- CCAG-Travaux : articles 41 à 44.

4.8.1 Assistance lors des opérations de réceptions (AOR)

Dans l'hypothèse où le chantier ferait l'objet de réceptions partielles de tranches de travaux, d'ouvrages ou de parties d'ouvrage, les dispositions des deux chapitres suivants s'appliquent à chaque réception partielle.

4.8.2 Au titre des opérations préalables à la réception (OPR)

Le MOE se charge de l'organisation administrative des OPR, et notamment de la convocation des entrepreneurs.

Au titre des OPR, le MOE doit notamment respecter l'article 41.2 du CCAG Travaux.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécute : constatation d'inexécution, d'imperfections, de malfaçons ou d'achèvement,
- la vérification de la conformité *des ouvrages exécutés*, notamment des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la vérification des épreuves, analyses ou essais éventuellement prévus par le marché
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;

Les différents procès-verbaux (PV) suivront la formalisation suivante (sous réserve de modification par la MOA) :

A) PV des opérations préalables à la réception (s'inspirant par exemple du modèle EXE 4)

Ce procès-verbal sera dressé sur-le-champ (et signé) par le MOE, qui se chargera de recueillir les signatures des entrepreneurs ; si un entrepreneur refuse de signer, le MOE en fera mention dans le procès-verbal.

Il sera fourni, en annexe, une liste des réserves éventuelles.

Le MOE s'assure également que les formations éventuelles ont bien été réalisées et constate les éventuelles imperfections et lacunes de ces formations ;

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire (dans un délai de cinq (5) jours suivant la date du PV) s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages.

B) PV de propositions au MOA de réceptionner ou non (s'inspirant par exemple du modèle EXE 5)

Il sera estimé s'il est possible de constater l'achèvement des travaux. Seront considérés comme inachevés :

- les ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels certaines prestations non encore exécutées, ou certaines installations non repliées, rendraient le bâtiment impropre à sa destination ou feraient obstacle à sa mise en service,
- les ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels certaines épreuves garantissant la stabilité des ouvrages ou la sécurité des personnes n'auraient pas été exécutées.

Si les travaux sont considérés par lui comme achevés, le MOE propose au représentant légal du MOA de prononcer la réception (avec mention des réserves éventuelles et, dans l'affirmative, de la date d'achèvement qu'il propose de retenir pour l'exécution des travaux).

C) PV de réception des travaux (s'inspirant par exemple du modèle EXE 6 ou EXE 7)

La réception (ou le refus de réception) fait ensuite l'objet d'un PV (signé du MOA seul).

Au titre des levées de réserves

Le MOE se charge de l'organisation administrative des opérations de levée des réserves, et notamment de la convocation des entrepreneurs. Au titre des opérations de levée des réserves, le MOE vérifie si :

- les entrepreneurs ont remédié aux éventuelles imperfections et malfaçons consignées comme réserves en annexe à la décision de réception ;
- les épreuves non exécutées au stade des OPR ont bien été exécutées et collecte les procès-verbaux correspondants ;
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont effectifs.

Compte tenu des décisions de la MOA, le MOE peut :

- faire reprendre, par les entreprises, toutes les parties d'ouvrages qui ne seraient pas encore entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution,
- proposer à la MOA, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues par le législateur en de telles circonstances, puis diriger, dans les meilleurs délais, tous les travaux nécessaires pour lever les remarques et observations formulées.
- constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons

Les opérations de levée des réserves font l'objet de PV successifs :

A) PV de levée des réserves (s'inspirant par exemple du modèle EXE 8)

Il est dressé sur le champ par le MOE, qui se charge de recueillir les signatures des entrepreneurs.

Si un entrepreneur refuse de signer, le MOE en fait mention dans le procès-verbal.

Si la MOA décide de faire exécuter des travaux de levée de réserves aux frais et risques d'un entrepreneur défaillant, ces travaux sont considérés comme faisant partie intégrante de l'ensemble des travaux de réalisation de l'opération. Les prestations nécessaires à la conception et à l'exécution de ces travaux sont donc à la charge du MOE.

B) PV de propositions du MOE et de décision du MOA relatives à la levée des réserves (s'inspirant par exemple du modèle EXE 9)

Si l'ensemble des réserves consignées en annexe à la décision de réception est considéré par lui comme levé, le MOE propose au représentant légal du MOA de prononcer la levée de ces réserves. Cette proposition formelle est rédigée par l'utilisation du cadre type fourni par le MOA, qui décide de la contresigner ou non.

4.8.3 Prestations relatives à la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

Sont à réaliser notamment les prestations décrites dans les textes suivants :

- Article 44 du CCAG-Travaux, arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- Article 1792-6 du Code civil ;
- Article 15 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de MOE confiées par des MOA publics à des prestataires de droit privé.

De façon générale, le MOE doit procéder aux constatations des malfaçons, défauts d'exécution, mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Le processus suivra les jalons suivants :

Fiches de désordre et cahier de parfait achèvement

Fiches de désordre

Ces fiches sont remplies en quatre étapes principales (les échanges peuvent se faire par courriel) :

- la MOA y résume l'objet du désordre puis la transmet au MOE.
- le MOE la complète en y indiquant les causes supposées du désordre et en préconisant les mesures qui s'imposent, après s'être rendu sur site en présence de l'entrepreneur dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum (à compter du signalement par la MOA),

- l'entreprise complète, à la fin de son intervention, la fiche sous forme d'un texte circonstancié (nature de l'intervention et des mesures prises pour effectuer les travaux) puis la renvoie au MOE
- le MOE y consigne, après intervention de l'entreprise, la constatation de la réparation (travaux correctement exécutés et recevables) et retourne la fiche à la MOA.

Visite de fin de période de parfait achèvement

Deux (2) mois au plus tard avant la fin théorique de la GPA, le MOE organise une visite de fin de GPA.

Au cours de cette visite, qui réunit le MOE, la MOA et les entrepreneurs concernés, le MOE effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents.

La visite de fin de GPA fait l'objet d'un PV établi par le MOE (par corps d'état est établi par le MOE) et signe conjointement avec les entreprises. Il est transmis à la MOA.

Le MOE le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés.

Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit, le titulaire le convoque en vue d'une constatation de non-achèvement des ouvrages.

La constatation de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et signé par lui et l'entrepreneur : si ce dernier est absent ou refuse de signer il en est fait mention.

Prolongation du délai de GPA si nécessaire

Comme le permet l'article 44.2 du CCAG-Travaux, le délai peut être prolongé si les réserves ou désordres ne sont pas levés à la fin de cette période.

Traitement des mémoires de réclamation

Assistance pour répondre à un mémoire (pré-)contentieux en première présentation

Cette prestation concerne l'analyse technique et contractuelle d'un mémoire contentieux ou précontentieux émis par une entreprise, ainsi que l'aide à la réponse.

Elle comprend :

- l'analyse du mémoire dans l'environnement contractuel, technique et contentieux du moment et la définition des points saillants synthétisée dans une fiche d'analyse initiale ;
- la participation à une réunion préliminaire (éventuellement téléphonique) de présentation et d'analyse de la problématique ;
- l'établissement d'une fiche d'actions à effectuer ;
- la participation à une réunion intermédiaire d'échanges (éventuellement téléphoniques), durant laquelle le MOE présentera son analyse de la problématique et proposera les suites à donner ;
- l'intégration par le MOE des remarques de la MOA ;
- l'établissement et la transmission à la MOA d'un projet de réponse (en version provisoire) au mémoire, avec partie technique et juridique ;
- la participation à une réunion de restitution (éventuellement téléphonique), durant laquelle le Titulaire présentera son projet de réponse (en version définitive).

Sont également incluses :

- la participation à des échanges téléphoniques ou par courriers électroniques entre les parties ;
- la participation à des réunions techniques avec l'entreprise concernée (3 unités) ;
- Les comptes-rendus de réunion.

Délais plafonds :

- réunion préliminaire : dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la transmission, au MOE par la MOA, de la commande et du mémoire ;
- réunion intermédiaire : dans les quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la

commandepar le MOE.

- La fiche d'actions et de suites à donner devra être transmise par le MOE un (1) jour avant.
- réunion de restitution : dans les vingt (20) jours calendaires à compter de la réception de la commandepar le MOE.

Le projet de réponse (en version provisoire) devra être transmis un (1) jour avant la réunion de restitution et le projet de réponse (en version définitive) devra être transmis deux (2) jours ouvrables à compter de la réception des remarques émises par la MOA.

4.8.4 Dossier des ouvrages exécutés (DOE) et plans de synthèse mis à jour

Processus

Le MOE devra donc fournir une première version mise à jour de ses plans de synthèse (tenant compte des ouvrages réellement exécutés) au moins trois (3) jours avant les OPR.

Il pourra prévoir à cette fin d'inscrire dans les contrats des entreprises qu'elles doivent, par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, fournir la première version de leurs DOE au moins sept (7) jours calendaires avant les OPR.

Le MOE portera en réserve tout document du par les entreprises qui manquerait ou serait inexact (modifications non effectuées par exemple). En cas de défaillance de l'entrepreneur pour lever cette réserve, il établira ou fera établir le document incrimine aux frais de l'entrepreneur concerne.

Pour mémoire et conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, le MOE doit avoir recueilli :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les DOE définitifs des entreprises.

Ensuite, au plus tard dix (10) jours ouvrent après la réception des DOE, le MOE élabore la mise à jour définitive des plans de synthèse qui sont remis à la MOA dans les mêmes conditions générales définies pour les DOE :

- en 2 exemplaires "papier" ; chacun d'eux recevra la mention "conforme à l'exécution" ;
- sur support informatique (les plans étant configurés aux formats dwg et dxf) au format clé USB ;

Contenu

Un bordereau recapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le titulaire.

Sécurité et protection des de la sante de travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage :

Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au CSPS pour constituer le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

E –Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)

Ce dossier est destiné aux utilisateurs et au gestionnaire de l'ouvrage, pour leur transmettre la connaissance, tant du fonctionnement des bâtiments, que celle déjà accumulée sur la conduite de leur exploitation maintenance, afin de satisfaire et conserver la qualité d'usage précisée dans le programme. Il sera constitué comme un outil pratique, indépendant et à usage quotidien.

Il sera principalement établi à partir des documents du DOE. La présentation proposée devra faciliter

son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire.

Elle pourra s'inspirer du cadre suivant :

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET COORDONNEES
2. OUVRAGES ET EQUIPEMENTS
3. UTILISATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE
4. SECURITE –SANTE

5. MISSION OPTIONNELLE

Réalisation d'un SCAN 3D sur l'ensemble du bâtiment afin d'obtenir une maquette 3D exploitable en lien avec le projet de changement des menuiseries.

6. ANNEXES

ANNEXE 1 : Plans du bâtiment (masse, niveaux, coupes et façades)

ANNEXE 2 : Audit énergétique du bâtiment